

Appui technique international

Lettre d'information n° 4, juin 2015



Éditorial

Ce nouveau numéro de la lettre d'information Appui technique international propose un dossier spécial sur les indicateurs conjoncturels, également appelés indicateurs de court-terme. Peu connus du grand public, ces indices sont définis dans des règlements européens, transmis chaque mois à Eurostat, l'Office statistique de l'Union européenne, et figurant souvent parmi les « principaux indicateurs économiques européens » (PEEI en anglais).

Ils mesurent l'évolution de l'activité de production, du chiffre d'affaires et des prix dans les principaux secteurs de l'économie : industrie, construction, commerce, services, et souvent par analogie l'agriculture, qui dépend en toute rigueur d'un gentleman's agreement particulier.

Produits à l'Insee par le département des statistiques de court terme, ces indicateurs sont diffusés à des utilisateurs externes à l'Institut, organismes publics ou privés désireux de suivre la conjoncture de divers secteurs de l'économie. Ils sont également très utilisés en interne : ils intéressent en effet les comptables nationaux, qui les utilisent pour la réalisation de leurs comptes trimestriels et annuels, ainsi que les conjoncturistes, qui les confrontent avec les résultats des enquêtes de conjoncture.

En 2014, le nombre d'actions de coopération que l'Insee a menées dans ce domaine a été particulièrement élevé, reflétant une demande croissante de pays du continent africain et du voisinage de l'Union européenne, d'où l'objet du dossier par lequel débute cette lettre d'information.

Les lecteurs découvriront également plusieurs articles sur d'autres sujets, notamment sur l'implication de notre institut dans la mise en œuvre du Système de comptabilité nationale (SCN) 2008 en Afrique, ainsi que sur les modèles quasi-comptables Tablo, outils de prévision économique et compléments naturels de l'outil Eretes d'élaboration des comptes nationaux.

Des brèves décrivant l'ensemble des actions de coopération internationale menées par l'Insee en 2014 complètent ce numéro.

Bonne lecture !

SOMMAIRE

Éditorial	1
Dossier spécial Indicateurs conjoncturels	2
- Indicateurs conjoncturels : les actions menées en 2014 avec des pays pilotes d'Afrique subsaharienne et le Maghreb	2
- Indicateurs conjoncturels : treize actions menées en 2014 avec des pays d'Europe de l'Est et de la CEI ayant des attentes différentes	4
L'implication de l'Insee dans la mise en œuvre du Système de comptabilité nationale (SCN) 2008 en Afrique	6
L'atelier rencontre des experts sur les tableaux ressources – emplois (TRE) en Afrique	6
Impacts socio-économiques du séisme en Haïti : bilan cinq ans après	6
Les modèles Tablo, un complément naturel de l'outil Eretes	8
Bilan du jumelage avec la Macédoine	9
Brèves d'actualité 2014	10
Des départs à la retraite bien mérités !	16

Indicateurs conjoncturels : les actions menées en 2014 avec des pays pilotes d'Afrique subsaharienne et le Maghreb

Les indicateurs conjoncturels, parce qu'ils contribuent à l'élaboration des comptes nationaux et au suivi de la conjoncture économique, sont considérés depuis quelques années comme prioritaires par les instituts nationaux de statistique, notamment ceux d'Afrique subsaharienne. Ces derniers, comme tous les INS, souhaitent par ailleurs intégrer les recommandations internationales relatives à leur production d'indicateurs conjoncturels, ce qui peut avoir des conséquences importantes sur leur dispositif de production de ces indices.

C'est dans ce contexte qu'une fructueuse coopération entre l'Insee et des INS africains a été réalisée sur ce thème en 2014. Menée conjointement avec Afristat, elle a pris la forme de missions dans deux pays pilotes, le Burkina Faso et le Sénégal, et d'un séminaire organisé en France.

L'INS du Burkina Faso, sans expérience dans le domaine des statistiques d'entreprises

L'appui apporté au Burkina Faso remonte à 2012, avec la mise en place de la méthodologie des indices de prix de production dans l'industrie (IPPI). Pour l'Institut national de statistique et de démographie (INSD), sans grande expérience en la matière, un grand nombre de sujets avaient été abordés lors de cette première mission conjointe effectuée par deux experts de l'Insee, dont un ingénieur-enquêteur, ainsi qu'un expert d'Afristat : collecte des données de base, échantillonnage des produits, définition des séries témoins, type de prix collecté, pondération, calcul des indices, agrégation des indices, calendrier de production et de publication, robustesse des indices calculés, changements de qualité des produits, gestion des apparitions et disparitions de produits dans les calculs d'indices.

Pour passer de la théorie à la pratique, les premières visites aux entreprises avaient eu lieu pour présenter la méthode de travail des ingénieurs-enquêteurs et définir les produits témoins. Le contexte politique et social agité dans la capitale, Ouagadougou, ajouté aux difficultés de moyens et de ressources rencontrés par l'INSD, a conduit les statisticiens à interrompre momentanément le programme de travail mis en place.

Un appui d'Afristat a permis de relancer le processus fin 2013, en proposant une nouvelle mission conjointe en avril 2014. Celle-ci visait à valider les travaux accomplis, notamment en matière de collecte des produits, et à proposer un modèle de calcul des IPPI.

L'application ainsi mise en place permet de détecter les produits témoins dont les évolutions mensuelles de prix sont si fortes qu'elles sont peu plausibles, et de prioriser leur vérification par des statisticiens en fonction de l'importance de ces évolutions.

Elle permet également d'estimer les prix manquants et de calculer les IPPI de chacun des postes de la nomenclature officielle commune aux États membres d'Afristat (NAEMA) à un niveau détaillé. L'INSD poursuit ses travaux de collecte, dans l'objectif de publier cet indice en 2015.

L'INS du Sénégal, plus expérimenté en statistiques d'entreprises

Le Sénégal est un des premiers pays de la région à avoir produit des indices de prix de production. Renforcé par le processus de tertiarisation de son économie depuis plus d'une décennie, 50 % de sa valeur ajoutée provenant

désormais du secteur tertiaire, le Sénégal, via l'Agence Nationale de Statistique et de Démographie (ANSD), expérimente actuellement le calcul d'un indice des prix de production de services (IPPS).

Comme au Burkina, le projet a été initié en 2012 avec l'appui d'une mission technique conjointe Afristat-Insee. La démarche méthodologique, visant à une description structurée des produits et services identifiés, a consisté à établir tout d'abord une classification des entreprises de services en branches d'activité selon la nomenclature (NAEMA), et d'interroger certaines d'entre elles, jugées les plus représentatives.

En 2014, le projet a bénéficié d'un financement qui a permis à l'ANSD de progresser dans l'élaboration des outils de collecte et de compléter ainsi l'échantillonnage. La mission effectuée en juin 2014 par l'ancien chef de pôle des prix de production des services à l'Insee a porté sur la formation des agents de collecte, nouvellement recrutés par l'ANSD.

Il s'agissait également d'identifier une stratégie pour faire face aux difficultés rencontrées, notamment en cas de non-réponse des entreprises. Compte tenu des moyens limités mis à disposition, la publication d'un indice des prix de production dans les services est prévue en 2015.

Les séminaires : formation théorique et échanges d'expérience

Deux séminaires sur les indicateurs conjoncturels ont été organisés au Centre de formation de l'Insee à Libourne (France).



Séminaire sur les indicateurs conjoncturels coorganisé par l'Insee et Afristat à Libourne

Ils ont contribué à repreciser les cadres théorique et pratique, en mobilisant chaque fois une dizaine d'experts de la Direction des statistiques d'entreprises et un expert de la Direction du Trésor. Ayant eu un large succès en 2013, à la demande d'Afristat, le programme a été reconduit à l'identique en 2014. Destiné aux statisticiens francophones des pays d'Afrique subsaharienne, le séminaire de 2014 a rassemblé 26 participants issus de 12 États membres d'Afristat, auxquels a été associé Haïti, autre pays francophone auquel l'Insee apporte également un appui technique. Les pays étaient représentés par des cadres impliqués dans la production des indicateurs conjoncturels au sein de différentes institutions (instituts nationaux de la statistique, instituts de conjoncture, banques centrales).

L'Insee a présenté l'expérience française en matière de production des indicateurs conjoncturels d'activité conformément aux recommandations internationales. Les principaux indicateurs (IPPI, IPPSE, ICA, IPPAP, index BT et TP) ont été abordés, ainsi que les changements en cours dus aux nouvelles recommandations internationales. L'intégration des indicateurs économiques pour les comptes nationaux, ainsi que leur utilisation pour un diagnostic

macroéconomique et des prévisions à court-terme, ont permis d'aller au-delà du processus de production d'indices et de donner ainsi une vision plus étendue du sujet.

Lors du séminaire, plusieurs pays ont présenté plus en détail leurs expériences (Bénin, Burkina Faso, Guinée et Sénégal). La collecte des informations auprès d'autres administrations et auprès des entreprises demeure une des principales difficultés rencontrées dans les pays. L'expert d'Afristat a complété l'ensemble des sessions en transposant la problématique aux pays d'Afrique subsaharienne, compte tenu de ces difficultés et spécificités régionales. La présentation sur la visite d'entreprise (métier d'ingénieur-enquêteur) a retenu une attention particulière des participants.

Si l'objectif principal du séminaire était le renforcement des capacités des statisticiens en matière de production d'indicateurs conjoncturels d'activité, deux objectifs complémentaires étaient assignés au séminaire : sensibiliser les participants à l'importance des recommandations internationales et animer le réseau des statisticiens chargés de la production statistique des indicateurs conjoncturels d'activité. Lors de l'évaluation finale, une proportion importante

des participants ont souligné leur intérêt pour les sujets abordés et la satisfaction de leurs attentes. Le partage d'expériences a été riche.

Les INS du Maghreb : nouvelles pistes de collaboration en matière d'indices de prix de production

L'Algérie, le Maroc et la Tunisie ont déjà déployé plusieurs types d'indicateurs d'activité conjoncturels (IPI, IPP par secteur). On signale que le Maroc ayant développé des indices de prix de production depuis une quinzaine d'années, il a coopéré avec le Sénégal pour lui transmettre ce savoir-faire.

Cependant, les pays du Maghreb ne produisant pas encore d'indices de prix à l'importation ou à l'exportation, leur demande auprès de l'Insee a porté plus précisément sur les prédécesseurs de ces indicateurs : les indices de valeur unitaire issus des fichiers douaniers. Une visite organisée en décembre 2014 leur a permis d'entrevoir les possibilités d'un appui de l'Insee à moyen terme dans ce domaine connexe aux indices de prix de production.

► *Constance Torelli*

Indicateurs conjoncturels : treize actions menées en 2014 avec des pays d'Europe de l'Est et de la CEI ayant des attentes différentes

En 2014, l'Insee a mené treize actions de coopération sur les indicateurs conjoncturels avec des pays d'Europe de l'Est et de la Communauté des États indépendants (CEI, ex-URSS). C'est le département des Statistiques de court terme (DSCT) de la direction des Statistiques d'entreprises qui est intervenu avec, dans un cas, l'appui du service de Statistiques nationales d'entreprises (SSNE) de Caen.

Quatre pays concernés, plusieurs types de financement et des attentes différentes

Ces actions de coopération ont été réalisées avec la Croatie¹, la Macédoine², l'Ukraine³ et le Kazakhstan⁴.

Dans les trois premiers pays, la Croatie, la Macédoine et l'Ukraine, on observe une préoccupation commune, celle de se conformer aux règlements européens, si bien que notre intervention y apparaît plus opérationnelle et débouche sur des résultats concrets. Le Kazakhstan, de son côté, est plus à ce stade dans une approche d'observation.

Croatie : indices de prix de production des services et de la construction

En Croatie, les missions des trois experts de l'Insee s'inscrivaient dans le cadre d'un contrat européen visant à permettre la modernisation du système de statistiques d'entreprises. Les missions réalisées par l'Insee portaient sur les indices de prix de production des services, et sur les indices de prix de production de la construction.

En ce qui concerne les indices de prix de production des services, le CBS a choisi d'aborder cet indicateur comme quelque chose de nouveau en montant une application autonome.

Cet INS dispose d'une enquête sur les prix de vente des appartements neufs semblable à l'enquête de commercialisation des logements neufs (ECLN) du SOeS, le service statistique du ministère français de l'Écologie, du développement durable et de l'énergie. La mission portait sur la réponse actuelle et à venir à l'annexe B « Construction » du règlement européen STS sur les statistiques conjoncturelles, ainsi que sur les indices de coût de production dans la construction, l'élaboration d'un éventuel indice hédonique de prix de production dans la construction de bâtiment à usage d'habitation, ou encore la conception d'un indice de prix de l'entretien-amélioration de logements existants.

Macédoine : indices de prix d'importation et de production exportée dans l'industrie

En Macédoine, l'appui technique des trois experts de l'Insee missionnés portait sur les indices de prix de production dans l'industrie, et plus précisément à une extension de leur dispositif à des indices de prix des importations et de production exportée.

L'objectif était tout d'abord de fournir une expertise sur les résultats consécutifs à la mise en place de deux enquêtes pilotes (prix d'importation / de production exportée), de résoudre des problèmes mis en évidence par

cette enquête et d'ajuster en conséquence le questionnaire, les poids et autres traitements en prévision des enquêtes réelles. Les experts de l'Insee ont également aidé leurs homologues macédoniens à prendre en compte les services industriels au sein de l'industrie.

Il s'agissait ensuite de pérenniser les acquis avec l'apport concret d'améliorations aux applications mises en place pour le traitement des résultats de l'enquête traditionnelle et des enquêtes pilotes, ainsi que d'initier une réflexion sur les évolutions possibles (et les risques associés) pour les années à venir.

Ukraine : indices de prix de production dans l'industrie et dans la construction

Il s'est agi tout d'abord de dresser un premier état des lieux de la méthodologie mise en œuvre par le SSSU pour produire ses indices de prix de production, d'envisager avec les experts ukrainiens les différentes méthodes possibles pour séparer « marché intérieur » et « marchés extérieurs » dans leur questionnaire traditionnel, et de les faire bénéficier de l'expérience de l'Insee sur les questions liées aux indices de prix de production des services industriels.

¹ L'INS croate, situé à Zagreb, a pour acronyme anglais CBS, pour Croatian Bureau of Statistics.

² L'INS macédonien, situé à Skopje, a pour acronyme anglais SSO, pour State Statistical Office.

³ L'INS ukrainien, situé à Kiev, a pour acronyme anglais SSSU, pour State Statistical Service of Ukraine.

⁴ L'INS kazakh, situé à Astana, a pour acronyme anglais CS, pour Committee on Statistics.

Par la suite, il a été jugé utile d'expliciter le cadre "NRME" des métadonnées d'indicateurs conjoncturels tel qu'il est requis par Eurostat d'une part, tel qu'il devrait évoluer pour intégrer toutes les dimensions d'un rapport qualité d'autre part (projet "SIMS" d'Eurostat, en cours de gestation). C'est dans cette optique que les indices de prix de production dans l'industrie et dans la construction ont été analysés. Des discussions techniques assez poussées ont été échangées sur le calcul des pondérations à partir des sources structurelles (production, douanes) pas toujours en parfaite cohérence.

Par ailleurs, une visite d'étude organisée à Paris a permis à une délégation ukrainienne de travailler avec des experts du DSCT sur de nombreuses questions telles que les tirages d'échantillons et les pondérations, la diffusion, la manière de traiter les produits agro-alimentaires, la construction, le travail des ingénieurs-enquêteurs et

celui des agents du SSNE (journée entière de visite à Caen).

Kazakhstan : l'indice de production industrielle

Cette action de coopération s'inscrit dans le cadre d'un jumelage sur financement Banque Mondiale d'une durée de 5 ans, qui a débuté en 2012 et dont Destatis assure la coordination. Les statisticiens kazakhs souhaitent obtenir un maximum d'informations sur l'indice de production industrielle (IPI), en couvrant à la fois la description du processus de production opérationnel et la présentation de la méthodologie retenue à chaque étape. La visite a duré quatre jours, dont trois à la direction générale de l'Insee à Paris et un jour au SSNE de Caen.

Concernant l'IPI, toutes les étapes ont été décrites : l'Enquête annuelle de production (EAP), qui constitue la base de sondage des

Enquêtes mensuelles de branches (EMB), les EMB elles-mêmes, avec notamment les variables de suivi, le traitement des réponses, le calcul des indices, l'analyse, la désaisonnalisation, le calendrier de diffusion et le rebasement. Les experts français ont également abordé la question des indices de prix de production dans l'industrie (utilisés comme déflateurs, quand les facturations sont la variable de suivi), ainsi que les indices de chiffres d'affaires (ICA) en particulier dans l'industrie, pour traiter le cas où l'on utilise une source administrative et non les données issues d'une enquête. Les statisticiens kazakhs, qui connaissaient déjà bien ces sujets (sauf peut-être les indices de prix de production), souhaitent voir comment améliorer leur propre production.

► *Serge Darriné*



Bâtiment hébergeant le Comité de la statistique du Kazakhstan, à Astana.

L'implication de l'Insee dans la mise en œuvre du Système de comptabilité nationale (SCN) 2008 en Afrique

Un projet africain pour la mise en œuvre du système de comptabilité nationale (SCN) 2008 a été officiellement lancé en janvier 2014. Ce projet rassemble des organisations régionales telles que la Banque africaine de développement, la Commission de l'Union africaine et la Commission économique pour l'Afrique (CEA), ainsi que des partenaires de développement dont Paris21¹. Il vise à soutenir les pays africains de manière conjointe et coordonnée dans la mise en œuvre du SCN 2008.

Un Comité directeur continental, qui réunit notamment les organisations régionales précitées et les INS de quelques pays africains, est chargé de la gouvernance de ce projet pour tout le continent.

L'Insee est le seul INS hors Afrique à être membre de ce Comité directeur, en raison de sa forte implication dans le développement des statistiques africaines, et plus particulièrement des comptes nationaux.

Au sein de cette instance, notre institut fait profiter de son expérience en termes de mobilisation des ressources humaines et techniques. L'Insee milite également pour la nécessité de renforcer les capacités des INS africains sur le long terme, grâce au transfert de compétences et à la formation.

Lors de la séance inaugurale du comité directeur, qui s'était tenue fin 2013 à Addis Abeba (Éthiopie), une session avait été consacrée à l'implémentation du SCN 2008. Par la suite, au cours de la phase opérationnelle, deux experts de l'Insee sont intervenus à plusieurs reprises en 2014 au sein du Groupe africain de comptabilité nationale², composante technique du projet de mise en œuvre du SCN 2008.

Dans le cadre des groupes de travail, les contributions de l'Insee ont notamment porté sur la promotion du logiciel Eretes comme outil commun pour l'élaboration des comptes nationaux en Afrique, gage d'harmonisation des méthodes d'élaboration des comptes.

Eretes est actuellement utilisé par une vingtaine de pays en Afrique francophone, mais reste très marginalement utilisé dans les pays de la zone anglophone. Pour ces derniers, l'Insee est disposé à apporter son appui technique s'ils se montrent intéressés par l'adoption de ce logiciel.

C'est ainsi que notre institut a participé au premier atelier de formation sur la mise en œuvre du SCN 2008 et l'accompagnement du logiciel Eretes au profit des pays anglophones. Cet atelier, organisé conjointement par la CEA et Eurostat, s'est déroulé à Nouakchott (Mauritanie) du 21 au 23 janvier 2014.

Un expert de l'Insee a également participé à un atelier technique dédié aux recommandations et méthodes d'élaboration du tableau ressources - emplois (article suivant).

► Jean-Samy Aziz

¹ Le Partenariat Statistique au Service du Développement du XXI^e siècle (Paris21) a été créé en novembre 1999 par les Nations unies, la Commission européenne, l'Organisation de coopération et de développement économiques, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale en réponse à la résolution du Conseil économique et social des Nations Unies sur les objectifs de la Conférence des Nations Unies sur le Développement durable.

² AGNA en anglais, pour African group of national accounts.

L'atelier - rencontre des experts sur les tableaux ressources - emplois (TRE) en Afrique

Du 2 au 6 juin 2014 à Port-Louis (Île Maurice), un expert de l'Insee a pris part à une rencontre de 27 experts africains de comptabilité nationale provenant de pays anglophones et francophones. Cet atelier, le deuxième du genre, s'inscrit dans le cadre des bonnes pratiques comptables à conduire pour la mise en œuvre du Système des comptes

nationaux (SCN) 2008. La mission de ces experts : valider la rédaction d'un manuel technique sur les meilleures pratiques d'élaboration du tableau ressources - emplois (TRE) en Afrique. Ce manuel est une initiative qui émane de la Commission économique pour l'Afrique (CEA)¹.

Les débats ont été animés et

l'Insee a pu y contribuer de plusieurs façons. D'un point de vue technique, l'Insee a appuyé la proposition des pays francophones qui jugent que le manuel n'était pas représentatif à ce stade de l'ensemble des pratiques des pays du continent. Deux cultures d'élaboration existent en effet : l'une consiste à n'élaborer le TRE que ponctuellement.

¹ La CEA, qui dépend de l'Organisation des Nations Unies, est membre du Comité directeur continental africain.

L'autre, plus lourde et coûteuse, consistant à élaborer un TRE tous les ans. Le SCN 2008² recommande la construction de TRE annuels en valeur et en volume, parce que leur élaboration améliore la qualité des estimations, sans toutefois les imposer car, en pratique, la disponibilité des données et l'organisation du système statistique du pays peuvent rendre difficile leur élaboration. Ces débats sont essentiels, car l'harmonisation des concepts et méthodes entre les comptables africains est un préalable à la mise en œuvre du SCN sur tout le continent.

L'Insee a dû également lutter contre un certain nombre d'idées reçues sur l'outil Eretes de la part de

certaines comptables anglophones, selon lesquelles Eretes ne serait pas adapté à la comptabilité anglo-saxonne : dans les faits, cet outil n'impose pas une façon unique d'élaborer le TRE.

À partir d'un socle commun proposé à tous les utilisateurs, l'outil s'adapte au contraire aux spécifications fournies par les comptables et peut être utilisé quelle que soit la méthode de comptabilité utilisée. L'utilisation d'Eretes par les pays qui ne le font pas actuellement concourrait donc, du fait de ce socle commun, à l'harmonisation que recherche la CEA.

Plus généralement, l'Insee soutient la rédaction d'un manuel de bonnes

pratiques, commencée quelques mois plus tôt, et y a d'ailleurs contribué, à l'invitation de la CEA, en rédigeant un encadré sur « L'importance du TRE dans le SCN », un chapitre sur « Les outils d'aide à l'élaboration des comptes nationaux annuels utilisés en Afrique » et un complément au chapitre 7 du manuel « Quelques secteurs avec des problèmes de mesure », intitulé « L'estimation du secteur informel avec l'outil Eretes ».

En conclusion, il a été décidé de reporter la date de publication du manuel pour permettre l'intégration des nombreuses recommandations émises par les participants.

► Jean Louis

² Dans son paragraphe 15.110 (dont l'équivalent dans le SCN 2010 est le paragraphe 9.14).

Impacts socio-économiques du séisme en Haïti : bilan cinq ans après

L'étude "L'évolution des conditions de vie en Haïti entre 2007 et 2012 - La réplique sociale du séisme", parue en 2014, porte un diagnostic sur l'impact de la catastrophe au niveau national et sur les réponses institutionnelles et individuelles qu'elle a entraînées.

Réalisée fin 2012 par l'Institut haïtien de statistique et d'informatique avec l'appui de plusieurs institutions, l'Unité mixte de recherche DIAL - Développement, institutions et mondialisation (Institut de recherche pour le développement et Université Paris Dauphine), l'Insee et la Banque mondiale, elle a été conduite auprès d'un échantillon de 5 000 ménages représentatifs de la population haïtienne (voir le dossier sur Haïti paru dans la lettre d'information Appui technique international n°3, juin 2014).

► Constance Torelli



Les modèles Tablo, un complément naturel de l'outil Eretes

Les modèles Tablo fournissent des informations récentes ou prévisionnelles sur l'économie d'un pays selon les concepts de la comptabilité nationale, à l'attention des décideurs institutionnels et privés. Conçus dans les années 1980¹, ces outils sont des modèles macroéconométriques dits quasi-comptables, particulièrement utiles pour les pays n'ayant pas constitué de séries longues de données économiques, voire ne disposant que d'une seule année de comptabilité nationale (voir encadré « Historique de ces outils »).

Ce que ces modèles permettent de faire

Les modèles Tablo permettent, avec les modifications de programmation nécessaires, de réaliser quatre grands types de travaux :

- Utilisé sous sa forme canonique, le modèle Tablo permet de faire de la prévision : projection exploratoire de court terme de l'évolution de l'économie pour l'année en cours, les années N+1 et N+2, cohérentes avec la série des comptes du passé, à partir d'hypothèses sur l'économie et la politique budgétaire du pays ainsi que sur l'environnement international ; Tablo est dans ce cas un instrument privilégié pour l'étude de variantes selon des décisions politiques ou des aléas climatiques (année de sécheresse ou d'abondance agricole).

- Un deuxième modèle Tablo permet d'élaborer des comptes rapides, l'établissement de ces comptes provisoires étant bien utile en attendant celui des comptes définitifs à l'aide d'Eretes (pour lequel il faut une masse critique d'information) ; le modèle doit alors intégrer l'ensemble des résultats conjoncturels disponibles, voire en arbitrer les contradictions apparentes en fonction de leur précision plus ou moins grande.

- Un troisième modèle permet de réaliser des interpolations en vue de combler des lacunes dans la série des comptes du passé ; cela revient à estimer des comptes interpolés entre deux comptes classiques non consécutifs T et T+n (du fait d'une non-disposition des données ou des retards à combler). Le modèle chemine d'un des comptes pour s'arrimer in fine au compte objectif. Pour cela, on procède du compte récent vers le compte le plus ancien.

- Enfin, un quatrième modèle, probablement le plus complexe, modélise l'année en cours. Établir des comptes prévisionnels sur l'année en cours est l'opération la plus délicate car elle tient en début d'année de la démarche exploratoire pour se rapprocher progressivement, en cours d'année, de la démarche des comptes provisoires. On doit passer insensiblement d'une estimation théorique de l'économie reposant sur des hypothèses prédéfinies à une observation des réalités décrites par des indicateurs conjoncturels de plus en plus précis.

Les données nécessaires

Les données nécessaires pour utiliser les modèles Tablo sont celles du tableau ressources-emplois (TRE), du tableau des comptes économiques intégrés (TCEI) et les indicateurs conjoncturels disponibles.

Pour ce faire le modèle a besoin d'un Tableau des Ressources et des Emplois complet, de toute l'information source de la comptabilité nationale disponible à l'instant T ou, à défaut, de données permettant de pallier leur absence telle la croissance démographique, utilisée pour approcher l'évolution de la consommation vitale - opposée à la consommation d'agrément - des ménages.

Qui les utilise ? Les actions de coopération de la division Appui technique international

Les modèles Tablo sont recommandés par Afristat aux pays africains pour l'établissement de comptes rapides, en complément du logiciel de comptes nationaux Eretes utilisé pour les comptes définitifs et pour la prévision économique. Les pays utilisateurs sont actuellement les suivants : la Mauritanie, le Mali, le Togo et la Côte d'Ivoire. Tous ces pays sont simultanément, et de manière complémentaire, utilisateurs d'Eretes.

La Communauté économique et monétaire des États d'Afrique centrale (CEMAC) utilise également les modèles Tablo pour faire de la prévision dans chaque pays de sa zone, et l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) projette d'en faire autant pour la sienne.

Ces modèles sont en outre utilisés par le programme Comptes économiques rapides pour l'Outre-mer (Cerom) afin d'élaborer les comptes rapides N-1 en N des trois départements français d'Amérique (Guadeloupe, Guyane, Martinique), ainsi qu'en Nouvelle-Calédonie, Polynésie Française et à La Réunion.

La division Appui technique international a appuyé les administrations mauritannienne, malienne et togolaise pour l'interpolation de leurs comptes nationaux respectifs. Elle a aidé l'Institut de la statistique de Polynésie française à se doter de comptes rapides pour les années 2011 à 2014 et appuie la Direction interrégionale Antilles-Guyane (DIRAG) pour les comptes économiques rapides de Guadeloupe, Martinique et Guyane.

¹ Par Daniel Tommasi, Jean-Joël Aerts, Blaise Leenhardt et Gaston Olive, dont les initiales soulignées ci-contre composent l'acronyme TABLO.

Encadré - Historique de ces outils

La famille des modèles Tablo est une prolongation des travaux de V. Leontief qui recherchait, sur la base d'un Tableau des Échanges Interindustriels (TEI), à mesurer la diffusion dans l'ensemble de l'économie d'une variation de la demande finale (comme les dépenses publiques) ou d'un choc inflationniste (comme un choc pétrolier). Les premiers modèles qui en résultèrent sont connus sous le nom de modèles « Input / Output » et supposent que le TEI soit inversible, ce qui n'est pas toujours le cas.

Les progrès des puissances de calcul ont permis aux concepteurs des modèles Tablo de contourner l'inversion de matrice par un calcul itératif, opération relativement simple à réaliser à l'aide d'un tableur.

Cette nouvelle procédure a l'avantage de pouvoir généraliser la méthode :

- à des matrices non carrées à n branches et p produits, les modèles Input / Output utilisant un Tableau Entrées-Sorties² symétrique nécessairement à n branches et n produits ;
- à des branches dont la production n'est pas uniquement liée à la demande (productions agricoles, mines, services non marchands, etc.) ;
- à la simulation de comportements plus complexes (gains ou pertes de parts de marché selon les écarts de prix estimés, etc.) ;
- et à une estimation simultanée et interactive sur les volumes et sur les prix.

² Le TES symétrique est une adaptation du Tableau des Ressources et des Emplois (TRE). Le TRE n'est pas obligatoirement symétrique et explicite toujours les marges et taxes comme des éléments du passage du prix de base au prix d'acquisition et est valorisé au prix d'acquisition tandis que le TES symétrique est valorisé au prix de base.

Avantages et inconvénients

Les avantages et les inconvénients de l'utilisation de ces modèles sont les suivants :

- avantages : compatibilité des modèles Tablo avec Eretes, rapidité des estimations, bons résultats pour l'estimation du PIB ;
- inconvénients : non-prise en compte d'éventuelles modifications

de structure de l'économie au cours du temps (ces modèles ne doivent donc être utilisés que pour le très court terme), et résultats peu robustes pour les agrégats économiques les plus fins.

Le modèle TABLO est enfin, tributaire du système statistique dans lequel il est implanté, de la qualité des comptes nationaux

définitifs, ainsi que de la connaissance qu'a le modélisateur de l'économie à estimer. L'élaboration d'un modèle est longue mais rentable si l'on tient compte qu'un même modèle vaut pour la durée de vie de la base des comptes nationaux qui oscille généralement entre 5 et 10 ans.

► *Christian Girier*

Bilan du jumelage avec la Macédoine

Le jumelage avec la Macédoine, auquel l'Insee a pris part, s'est achevé en 2014. Ce jumelage, financé par l'Union Européenne, était piloté par Destatis (Allemagne). Outre l'Insee, Statistics Denmark ainsi que les instituts nationaux de statistique tchèque et bulgare y ont contribué.

Les thèmes devant être traités dans

le cadre du jumelage étaient les comptes nationaux, les statistiques sectorielles, le renforcement de capacités institutionnelles et la préparation d'appels d'offres.

L'Insee est intervenu plus spécifiquement dans les domaines suivants: indicateurs de développement durable (avec le ministère de l'Écologie, du

développement durable et de l'énergie), indices de prix du commerce extérieur, systèmes d'information géographique et outils de transmission de l'information à Eurostat. Neuf actions ont été réalisées sur les deux ans du projet.

► *Dominique Francoz*

Brèves d'actualité 2014 Europe et Asie

Croatie

IPP des services et de la construction

En mars, deux experts de l'Insee ont mené une mission en Croatie dans le cadre d'un contrat européen visant à permettre la modernisation du système de statistiques d'entreprises croate (voir le dossier à ce sujet dans ce même numéro) sur la modernisation du système de statistiques d'entreprises. L'un d'eux est intervenu sur les indices de prix de production des services, l'autre sur les indices de prix de production dans le domaine de la construction. En avril, le premier des deux experts a effectué une seconde mission sur le même thème que précédemment.

Macédoine

Indicateurs de développement durable

En janvier, deux expertes françaises, l'une de l'Insee, l'autre du SOeS, ont réalisé une mission dans le cadre du jumelage avec la Macédoine piloté par Destatis. Ont été traitées des questions en lien avec les indicateurs de développement durable et les différentes stratégies y afférant.

IPP

En février, toujours dans le cadre de ce jumelage, deux experts de l'Insee ont réalisé une mission sur le thème des indices de prix de production. Cette action avait pour but de fournir une expertise sur les résultats consécutifs à la mise en place de l'enquête pilote, de résoudre des problèmes mis en évidence par cette enquête, et d'ajuster en conséquence le questionnaire, les poids et des traitements en prévision des enquêtes réelles. En mai, une dernière mission sur ce même thème a été effectuée par deux experts français, afin de pérenniser les acquis des missions précédentes : apport concret d'améliorations à l'application mise en place pour le traitement des

résultats de l'enquête pilote, et initiation d'une réflexion sur les évolutions possibles (et leurs risques associés) pour les années à venir.

Serbie

Enquête SRCV

L'INS serbe, le SORS, après avoir réalisé en 2013 une première vague d'enquêtes SILC (l'équivalent européen de l'enquête statistique sur les ressources et les conditions de vie SRCV), souhaitait, pour la deuxième vague à lancer en mai 2014, utiliser pour la première fois la collecte assistée par ordinateur (CAPI). Une visite d'une délégation serbe a donc eu lieu en mars 2014 sur ce thème, à la fois pour les aspects informatiques et organisationnels. À l'issue de cette visite, une documentation consistante a été communiquée aux statisticiens serbes.

Statistiques régionales

En octobre, un expert de la direction régionale Nord - Pas-de-Calais a effectué une mission au SORS destinée à contribuer à une meilleure connaissance des méthodes de diffusion des données locales dans la perspective d'un renforcement de la communication avec les utilisateurs de la statistique publique. Plusieurs aspects de la stratégie de diffusion locale de l'Insee ont été présentés. La mission a donné lieu à la formulation de nombreuses recommandations.

Statistiques du tourisme

En novembre, une délégation serbe a réalisé une visite d'étude à l'Insee sur le thème des statistiques du tourisme. L'objectif était de donner à cette délégation une vue d'ensemble des statistiques du tourisme en France, notamment en ce qui concerne la demande d'hébergement, les futures méthodes envisagées, ainsi que les travaux réalisés sur ce thème à la direction générale des entreprises.



Visite d'étude sur les statistiques du tourisme : la délégation serbe (SORS) et les deux experts français, Fabrice Hillaireau (DGE) et Florent Favre (Insee), respectivement premier et troisième en partant de la droite. Experts serbes, de gauche à droite : Petar Tančić, Danijela Mladenović, Boško Trmčić et Miroslav Cucurević.

Groupes et profilage des entreprises

En décembre, une délégation serbe a réalisé une visite d'étude à l'Insee sur le thème des groupes et du profilage des entreprises. L'objectif de cette visite était de présenter les travaux réalisés par la Direction des statistiques d'entreprises en matière de statistiques structurelles (répertoires Sirene et Sirius, Lifi et Recme, enquêtes Esane et Inward Fats) et de profilage français et européen.

Ukraine

Nomenclatures

En janvier, une experte de l'Insee a mené une mission sur l'amélioration du système ukrainien de détermination du code d'activité principale de l'entreprise, ainsi que sur des problèmes résiduels de nomenclatures. Cette mission, dans le cadre du jumelage européen en cours avec l'Ukraine piloté par Statistics Denmark, se situait dans la continuité de la coopération bilatérale menée par l'Insee avec le SSSU dans le domaine des statistiques d'entreprises.

IPC, IPP et répertoires d'entreprises

En mars, toujours dans le cadre de ce jumelage, trois experts de l'Insee sont intervenus à Kiev : le premier a procédé à l'évaluation de la méthodologie ukrainienne en matière d'indice des prix à la consommation (en particulier sur les questions liées à l'échantillonnage et à la prise en compte de la qualité) ; le deuxième a pu dresser un premier état des lieux de la méthodologie mise en œuvre par le SSSU pour produire l'indice de prix de production ; le troisième s'est familiarisé avec le système ukrainien de répertoires d'entreprises et a émis une première série de recommandations pour préparer le recodage des entreprises ukrainiennes. Sur des questions liées aux indices de prix de production des services, une mission supplémentaire a été menée dans la foulée, financée par le budget de coopération bilatérale de l'Insee cette fois, afin de faire bénéficier le SSSU de l'expérience de l'Insee.



L'expert de l'Insee Alain Gallais (sous le drapeau ukrainien) intervient auprès de ses homologues ukrainiens, dans le cadre d'une mission à Kiev sur les indices de prix de production.

Comptes nationaux

En avril, deux experts de l'Insee ont réalisé une mission en Ukraine pour travailler sur le thème de la comptabilité nationale, et plus particulièrement sur les problématiques liées à la convergence du système de comptes nationaux ukrainiens avec le standard SEC 2010, la diffusion des comptes et le contrôle de leur qualité, ainsi que celles découlant du rattachement de la Crimée à la Russie.

Répertoires d'entreprises

En juin, l'expert de l'Insee qui s'était rendu à Kiev sur le thème des répertoires d'entreprises a poursuivi le travail initié, notamment afin d'obtenir de l'information détaillée sur les sources de données sur les liaisons financières existant entre les unités légales ukrainiennes.

IPP

En octobre, un expert a effectué une mission sur les indices de prix à la production, dont l'objectif principal consistait à expliciter le cadre "NRME" des métadonnées d'indicateurs conjoncturels, d'une part tel qu'il est requis par Eurostat, d'autre part tel qu'il devrait évoluer pour intégrer toutes les dimensions d'un rapport qualité (projet "SIMS" d'Eurostat, encore en cours de gestation). Cette mission a également été l'occasion de faire un point d'étape sur le projet ukrainien de séparation des indices de prix de production entre "marché intérieur" et "marchés extérieurs", du point de vue des pondérations et des techniques d'agrégation.

Comptes nationaux

En novembre, une délégation ukrainienne composée de 4 personnes a réalisé une visite d'étude à l'Insee et à la Banque de France sur le thème des comptes nationaux, notamment financiers. L'objectif de cette visite, qui faisait suite à la mission de deux experts français en Ukraine en avril, était de traiter les points suivants : comptes financiers, importations et exportations de Sifim, calcul de la production pour emploi final propre (PEFP), négoce international, production d'assurance dommages et comptes des administrations publiques.

Kazakhstan

Statistiques de l'énergie

En octobre, une délégation kazakhe a réalisé une visite d'étude au SOeS dans le but de découvrir les travaux réalisés en matière de statistiques de l'énergie, notamment dans le secteur du pétrole et du gaz : enquêtes de production et de consommation,

exploitation de sources administratives, diffusion de données et publications sur ce thème.



Visite d'étude sur les statistiques de l'énergie : la délégation kazakhe, les experts français, dont Céline Rouquette, sous-directrice des statistiques de l'énergie (en bas à droite), et l'organisateur de cette visite, Volker Gutekunst, du service de la coopération internationale de Destatis (en haut à droite).

Statistiques d'investissement

En novembre, une autre délégation kazakhe a réalisé une visite d'étude à l'Insee sur le thème des statistiques de l'investissement. L'objectif de cette visite était de présenter à la délégation kazakhe un panorama complet des différents travaux réalisés en matière d'investissement à la Direction des statistiques d'entreprises (statistiques structurelles et enquêtes thématiques) ainsi qu'à la Direction des études et synthèses économiques (comptes nationaux, conjoncture et études macroéconomiques).

Russie

Nomenclatures

En mars, Rosstat, l'INS russe, a bénéficié d'un appui dans le domaine des nomenclatures afin de lancer un vaste chantier de migration de l'existant vers les standards européens actuellement en vigueur (NACE rév 2). L'experte de l'Insee qui a réalisé cette mission a défini précisément les enjeux et les risques du projet, et listé les problèmes qui subsistaient dans les nomenclatures russes (pêche à des fins scientifiques traitée comme de la pêche à des fins commerciales, etc.).

Brèves d'actualité 2014 Bassin méditerranéen

Maroc

Comptes nationaux

En mars, deux experts de l'Insee ont effectué une mission d'assistance technique au Haut Commissariat au Plan (HCP) portant sur la finalisation des comptes en base 2007 et la préparation de la série qui leur succédera. Celle-ci devrait être conforme aux spécifications du SCN 2008.

Implantation des groupes étrangers au Maroc

Un expert de l'Insee a effectué au mois d'avril une mission sur l'évaluation des sources d'information disponibles sur les flux d'investissements étrangers. Ces échanges se sont poursuivis au mois de mai à l'occasion de la visite d'une délégation de l'Office à l'Insee, puis en novembre lors d'une mission à Rabat.

Enquête sur les échanges de services

La mise en place d'une enquête sur les échanges de services a été initiée durant le jumelage avec l'Office des changes. Une mission d'experts de l'Insee au mois d'avril a permis de passer en revue les concepts, les méthodes, les projets de questionnaire et la notice destinée aux enquêteurs. Une deuxième mission s'est déroulée à l'Office des Changes en octobre. Elle a consisté en l'analyse des tests menés et a permis d'adapter la maquette du questionnaire de l'enquête pilote, de finaliser la nomenclature des services et la notice de l'enquête et enfin de faire le point sur le référentiel qui sera utilisé pour la sélection des unités à enquêter.

Traitement des séries temporelles

Un expert de l'Insee a animé, entre le 9 et le 13 juin, une formation d'une semaine organisée par l'Office des changes sur l'industrialisation du traitement des

séries temporelles. Des statisticiens d'autres administrations marocaines, notamment, du Haut Commissariat au Plan, ont été associés à cet atelier.

Plans de sondage

En septembre, un expert de l'Insee a effectué une mission auprès du Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Nouvelles Technologies. Cette mission a permis une mise en œuvre pratique d'exemples de méthodes d'optimisation de plans de sondage à partir des différentes bases de données du Ministère dans le prolongement des présentations théoriques réalisées l'an dernier.

Enquêtes entreprises

En novembre, une visite conjointe a été organisée pour deux délégations marocaines, la première du Haut Commissariat au Plan et la deuxième du Ministère de l'Industrie, du commerce et des nouvelles technologies. Le sujet principal de la visite était la collecte par internet des enquêtes entreprises. Des interventions ont aussi permis de présenter les enquêtes points de vente, réseaux et contours de réseaux, l'observation des liaisons financières ainsi que la prise en compte du secteur des TIC (nomenclatures - activités de l'Observatoire du numérique).

Algérie

Enquêtes de conjoncture

En mai, l'Insee et la Banque de France ont reçu, la visite d'une délégation de l'Office National des Statistiques (ONS) sur les enquêtes de conjoncture. Les experts français ont présenté les méthodologies suivies en France et participé à un échange sur les réflexions en cours à l'ONS pour améliorer la qualité des enquêtes algériennes.

Comptes nationaux

Deux experts de l'Insee se sont

rendus à l'ONS en juin. Le programme de la mission comportait un point sur les travaux en cours, notamment, l'analyse de la base 2001 et les arbitrages pour la finaliser.

Eretes

En octobre, un expert de l'Insee a effectué une mission à l'ONS dont l'objectif principal était la finalisation totale de l'année de base 2001. Par ailleurs, il s'agissait de mettre en route le chargement des données d'année courante et de faire une première sensibilisation aux outils Eretes spécifiques aux années courantes.

Tunisie

Visite de M. Hédi Saïdi, Directeur général de l'Institut National de la Statistique

En juin, l'Insee a reçu la visite de M. Hédi Saïdi, Directeur général de l'Institut National de la Statistique de Tunisie. Cette visite était centrée sur des entretiens avec les responsables des différentes composantes du dispositif de formation interne de l'Insee, de la coordination statistique, de la méthodologie, et avec l'équipe dirigeante de la Direction régionale d'Aquitaine. Il comprenait, en outre, une rencontre avec le Directeur général de l'Insee. A l'issue de la visite, la volonté de poursuivre et renforcer les relations de coopération existant de longue date entre l'Insee et l'INS a été réaffirmée par les deux parties.

SICORE

En août, un expert de l'Insee a effectué une mission à l'INS de Tunisie pour faire une présentation détaillée du volet formation de l'outil de codification automatique SICORE (nomenclatures utilisées, fonctionnement du codage et de la reprise manuelle). Il a proposé une feuille de route pour l'adaptation de cet outil par l'INS au contexte tunisien.

Budget de familles et conditions de vie

Une visite a été organisée en décembre pour les responsables de l'enquête consommation des ménages de l'INS de Tunisie. Cette visite leur a permis d'avoir des présentations de l'enquête budget de familles de l'Insee et du dispositif SRCV et d'échanger avec leurs homologues français sur les questions soulevées par leur enquête (échantillonnage, collecte, traitement).

Maghreb

Atelier régional sur les principales modifications introduites dans les comptes par la norme ESA 2010

Cet atelier organisé en février a réuni dans les locaux de l'Insee des délégations des trois INS du Maghreb. Le programme, arrêté avec ces instituts, portait sur le dispositif organisationnel mis en place par l'Insee pour adapter les comptes nationaux français à la nouvelle norme ainsi que sur les changements ayant l'impact le plus sensible sur la mesure du PIB.

Atelier comptes trimestriels

L'atelier se tenait en juin dans le cadre du dispositif de soutien à distance mis en place à l'automne 2013, par la division des comptes trimestriels de l'Insee. Le programme, élaboré en concertation avec les équipes concernées des INS, portait sur l'organisation des données, l'étalonnage-calage, les problèmes spécifiques au calendrier hégirien pour la correction des variations saisonnières, le lissage, l'équilibrage des comptes, et le chaînage-déchaînage.

Visite du centre informatique de Metz

L'ONS d'Algérie et l'INS de Tunisie envisagent de restructurer leurs centres de calcul. Les deux instituts souhaitent pouvoir étudier les solutions mises en œuvre dans le nouveau Centre National Informatique créé par l'Insee à

Metz. Les échanges organisés en juin avec des cadres de l'Insee ont également permis un approfondissement de la visite effectuée en 2013 sur l'exploitation, la sécurité, l'organisation (stratégie, processus, gestion) et les questions techniques (infrastructure, équipements, applications).

Comptes nationaux

Des délégations des trois pays du Maghreb : Algérie, Maroc et Tunisie ont été invitées en novembre à participer au colloque de l'ACN. Avant le colloque, a été organisée une visite qui a permis de présenter de nouveaux thèmes en complément de l'atelier tenu en février 2014 et de faire le point sur l'appui de l'Insee à ces INS d'une part en matière de comptes trimestriels et d'autre part en matière de comptes annuels avec ERETES.

Etudes sur les inégalités et la précarité

En décembre, une visite conjointe a été organisée pour des délégations de l'Observatoire des conditions de vie du Maroc (Haut Commissariat au Plan) et de l'ONS algérien. Cette visite a permis de montrer un panorama des activités d'études en France sur les questions des inégalités et de la précarité à l'Insee, dans les services statistiques ministériels ainsi que dans plusieurs organismes de recherche (DIAL, INED, CREDOC). Une rencontre au Conseil économique, social et environnemental a permis d'illustrer la façon dont la société civile s'empare de ces mêmes thèmes en s'appuyant sur les productions du système statistique public.

Indicateurs court terme

Toujours en décembre, une visite a été organisée pour des délégations des trois pays du Maghreb : Algérie, Maroc et Tunisie sur le thème des indicateurs court terme afin de présenter l'expérience française en matière d'indices de prix à la production dans les différents secteurs de l'économie ainsi qu'en matière d'indice de la production industrielle.

Liban

Jumelage européen Ministère des finances du Liban - Composante « développement du Département de macroéconomie »

Des experts de l'Insee ont effectué des missions tout au long de l'année dans le cadre de ce jumelage concernant l'amélioration des outils de prévision de l'inflation, des recettes et des importations.

Palestine

Mise en place d'un répertoire d'entreprises - projet COMPARE (Common Palestinian Register)

La France a décidé d'assister l'Autorité palestinienne dans la construction de répertoires administratifs d'entreprises, de façon à ce que leur exhaustivité et leur qualité correspondent aux standards internationaux. La durée du projet est de 24 mois. Elle pourra être étendue à 30 mois. Une première mission en mars 2014 a permis d'arrêter une première version des termes de référence qui définiront le contenu et les objectifs du projet

Le projet s'est poursuivi tout au long de l'année 2014 et s'est concrétisé par la réalisation de 3 missions au Palestinian Central Bureau of Statistics (PCBS) et une visite à l'Insee du PCBS. Ces différentes actions ont permis de valider l'approche méthodologique et de rentrer dans le vif du sujet. Des travaux ont été menés sur les différentes sources d'information, en particulier l'étude détaillée des variables d'identification des établissements / entreprises a été menée. L'appui a porté sur les spécifications et apurements de ces informations avant de mener un premier essai d'appariement des sources de données.

Méditerranée

Forum euroméditerranéen

L'Insee a participé à la troisième réunion du Forum des statisticiens euro-méditerranéens organisée à Luxembourg les 13 et 14 mai. Les

échanges ont porté principalement sur l'adoption d'un code de bonnes pratiques statistiques pour les pays du voisinage sud de l'Europe, s'appuyant sur le code européen, et sur les programmes de travail et activités futures des sept

groupes de travail thématiques. Le représentant d'EuropAid a confirmé par ailleurs que la Commission européenne mettrait en place un nouveau programme d'appui régional de 5M€ pour la période 2015-2018.

Brèves d'actualités Afrique subsaharienne et Caraïbes

Afristat

Conjoncture - Prévision

Mars et décembre - Un expert de l'Insee a participé aux séminaires semestriels de conjoncture organisés au Burkina Faso et au Cameroun par Afristat, l'UEMOA et la CEMAC (voir l'article à ce sujet paru dans la lettre d'information n° 2 de décembre 2013). Dans le type d'analyse conjoncturelle présentée pour l'occasion, sont particulièrement mises en avant les dynamiques régionales et les particularités nationales.

Démarche qualité

En mai, l'Insee a appuyé Afristat pour l'organisation d'une formation d'initiation à l'assurance qualité à Bamako (Mali) destinée à ses experts. Un consultant privé, qui par ailleurs accompagne les cadres de l'Unité qualité à l'Insee, a assuré cette formation auprès d'une douzaine de cadres d'Afristat.

Comptabilité nationale

En juin, deux experts de l'Insee, l'un en comptabilité nationale, l'autre en techniques rédactionnelles appliquées aux écrits statistiques, ont participé au séminaire organisé par l'agence régionale du FMI, Afritac-Ouest, à Lomé (Togo). Une cinquantaine de représentants de dix pays de la région, d'Afristat et d'organismes sous-régionaux (BCEAO, UEMOA) étaient réunis pour faire le point sur les travaux préparatoires au passage au SCN 2008. Un plan d'action pour les prochaines années a été validé par l'ensemble des participants.

Statistiques d'entreprises

En juillet, un séminaire sur les statistiques d'entreprises co-organisé par Afristat et par l'Insee, destiné aux statisticiens francophones des pays d'Afrique subsaharienne, a eu lieu du 3 au 11 juillet 2014 au centre de formation de l'Insee à Libourne (pour plus de détails, dans le dossier consacré aux indicateurs conjoncturels de ce numéro 4, voir l'article à ce sujet portant sur l'Afrique).

ERETES

Du 13 au 17 octobre 2014, deux experts de la division Appui Technique international ont participé au séminaire annuel d'Afristat (Observatoire Économique et Statistique d'Afrique Sub-saharienne) sur la comptabilité Nationale à Bamako (Mali). L'Insee y a présenté l'impact du changement de base (SEC 2010) sur ses comptes ainsi que les dispositions qu'il a prises pour appuyer les pays dans le domaine des comptes trimestriels. Ce séminaire a également été l'occasion pour les organisations Afristat, Afritac Centre et Ouest, l'UEMOA et l'Insee de coordonner leurs actions prévues en 2014-15 sur la zone Afrique Sub-saharienne.

Confidentialité des données statistiques

En novembre, l'Insee a accueilli plusieurs délégations (Cameroun, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal, Tunisie) et des experts d'Afristat sur le thème de la confidentialité des données statistiques et de la diffusion des micro-données. Les interventions de l'Insee ont porté sur la façon dont l'Institut aborde les

problèmes juridiques et méthodologiques liés à la confidentialité des données statistiques, ainsi qu'à la communication de micro-données, de la diffusion sur le site de l'Insee, jusqu'à la mise en place du centre d'accès sécurisé à distance (CASD). Grâce aux expériences des pays, présentées au cours de l'atelier, les échanges ont permis d'enrichir les débats.



Visite d'étude sur la confidentialité. Intervenant de l'Insee : Stéphane Gregoir, directeur de la méthodologie et de la coordination statistique et internationale.

Visite du directeur général adjoint d'Afristat

Au cours du même mois, l'Insee a accueilli le Directeur Général Adjoint d'Afristat pour sa participation au 15e colloque de l'Association des Comptables Nationaux (ACN), et pour des entretiens avec des responsables de haut niveau à l'Insee et au ministère des Affaires étrangères. Des rencontres avec des experts de l'Insee, de l'OCDE et de centres de recherche en économie du développement ont été également organisées sur les questions de mesures du progrès dans le cadre de l'Agenda post-2015 et sur les méthodes d'évaluations d'impact des politiques.

Sénégal

Statistiques d'entreprises

En juin, un expert de l'Insee et d'Afristat ont apporté un appui technique auprès de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) à Dakar pour la mise en place d'un indice de prix de production dans les services. La collecte des données auprès des entreprises est en cours.

Méthodes de correction des variations saisonnières

En novembre, deux experts de l'Insee ont co-animé une formation à la désaisonnalisation à Dakar auprès de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD). Le programme de la formation a mis l'accent sur la présentation des principales méthodes de désaisonnalisation et du logiciel JDEMETRA+ développé sous l'égide d'Eurostat et de la Banque Centrale européenne. Une très large part de la formation a été consacrée aux travaux pratiques et à l'utilisation des méthodes exposées sur les séries nationales, en prenant compte par exemple des spécificités du calendrier (effet Ramadan). La formation a réuni une quinzaine de cadres de l'ANSD provenant d'horizons divers : conjoncture, prix, comptes nationaux, comptes trimestriels, échanges extérieurs, etc. La participation d'un expert d'Afristat ayant une connaissance régionale a contribué également aux échanges.

Togo

Conjoncture et prévisions

En février, un expert de l'Insee a effectué une mission conjointe avec un expert d'Afristat à Lomé sur l'interpolation des comptes rapides à l'aide du modèle Tablo (voir l'article à ce sujet).

Burkina Faso

Statistiques d'entreprises

En avril, deux experts de l'Insee ont effectué une mission conjointe avec un expert d'Afristat auprès de

l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) à Ouagadougou dans le cadre d'un projet de mise en place de la méthodologie des indices de prix de production dans l'industrie. Les travaux de collecte des informations ont permis d'avancer dans l'exploitation des données et le calcul d'un indice.

Côte d'Ivoire

ERETES

Du 2 au 5 décembre 2014, un expert s'est rendu à Abidjan (Côte d'Ivoire) pour y dispenser une formation sur deux outils Eretes pour faciliter le travail des comptables ivoiriens lors de l'élaboration d'un compte provisoire sur Eretes. L'outil de changement de nomenclature permettra de rapporter la nomenclature ainsi que les données des comptes définitifs, à la nomenclature du compte provisoire, généralement plus agrégée ; et l'outil de séries longues permettra de produire les indices d'évolution sur longue période sur lesquels les comptables ivoiriens pourront s'appuyer pour analyser la vraisemblance dudit compte.

Comores

Statistiques sociales

En mai, un expert de l'Insee a effectué une mission en binôme

avec un expert d'Afristat auprès de l'Institut national de la statistique à Moroni pour un appui à l'exploitation des données de l'enquête Emploi, secteur informel et conditions de vie des ménages comoriens.

Continent africain

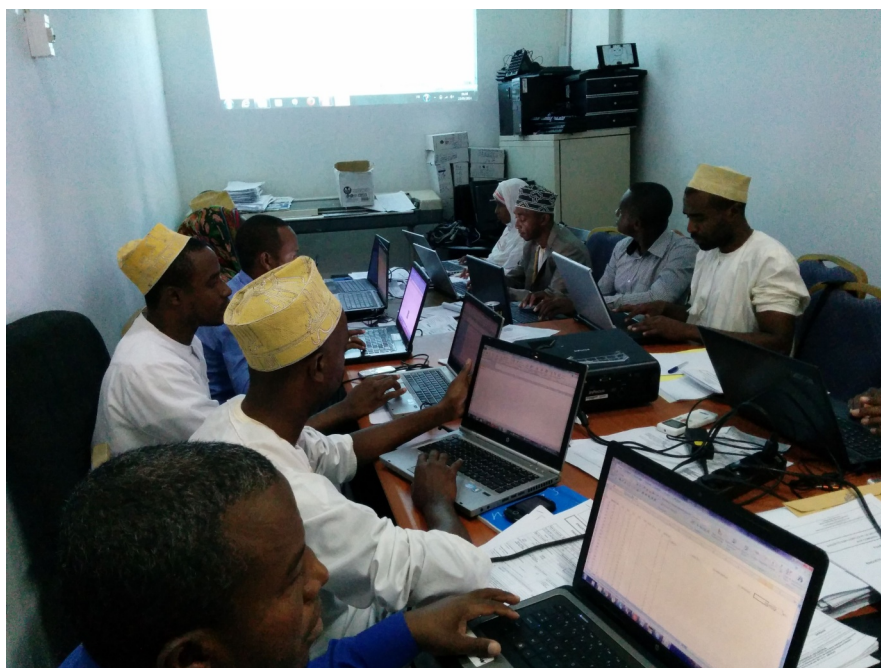
Union africaine et Commission statistique pour l'Afrique

L'Insee a participé à la première session conjointe qui s'est réunie à Tunis en décembre 2014. Cette session a offert un large panorama des préoccupations actuelles des statisticiens africains qui s'inscrivent dans le cadre plus large des questions débattues à la Commission statistique des Nations Unies : la série 2010 des recensements de la population, le programme de comparaison internationale, la gouvernance, la révolution des données, l'agenda post-2015...

Haïti

Comptabilité nationale

En juillet, un expert de l'Insee a effectué une mission d'identification des besoins pour un programme d'appui en comptabilité nationale auprès de l'Institut haïtien de statistique et informatique (IHSI) à Port-au-Prince.



Mission de l'Insee aux Comores sur les statistiques sociales

Brèves d'actualité 2014 sur l'outil ERETES

Formation des comptables de la DR de la Réunion

Du 15 au 24 septembre 2014 un expert de la division Appui Technique International s'est rendu à la Saint-Denis de la Réunion pour assurer une formation avancée sur l'outil Eretes. Celle-ci a été complétée par un rappel théorique en comptabilité nationale dans le but qu'à terme la DR Réunion-Mayotte forme elle-même les nouveaux arrivants au sein de la division des comptes régionaux, composée de 6 agents.

Formation des nouveaux comptables des départements et collectivités d'outre-mer

Du 11 au 18 septembre 2014 a eu lieu à Paris la formation annuelle Eretes. Elle a réuni des comptables nationaux du service régional de l'Insee en Guadeloupe et de l'Institut de la statistique et des études économique de Nouvelle-Calédonie.

Mission Technique au Brésil

L'Institut brésilien de géographie et de statistiques est copropriétaire, avec l'Insee et Eurostat, du module Eretes, outil d'appui à l'élaboration des comptes. Une rencontre entre un membre de l'équipe technique Eretes avec l'équipe des comptes du Brésil a été organisée à Rio du 1er au 4 décembre 2014 afin de faire un point sur l'utilisation de l'outil, d'envisager des évolutions et développements futurs et intégrer l'expérience du Brésil dans l'optique du projet de la réécriture du module.

Des départs à la retraite bien mérités !

François Coûté

Au cours de ces huit dernières années passées à la tête de la division Appui technique international (2006-2014), François Coûté a œuvré à la reconnaissance et au développement de la coopération statistique française à l'international. Il a ainsi contribué à la valorisation de nos activités, de notre savoir-faire et de nos outils, dont le logiciel de comptabilité nationale Eretes. Très apprécié de tous ses interlocuteurs, en interne comme à l'extérieur de l'Insee, pour son professionnalisme, sa diplomatie et son sens de l'écoute, il a avec dynamisme et ténacité rempli son exigeante mission. François est aujourd'hui un heureux retraité qui se consacre notamment au cyclisme et à la photographie !



François Coûté, chef de la division Appui technique international jusqu'en 2014

Charlotte Schiltz

Charlotte Schiltz a effectué toute sa carrière de statisticienne de l'Insee dans le domaine des comptes nationaux. Son parcours varié l'a amenée à travailler dans différents services de l'Institut, ainsi qu'au

Sénégal en tant que coopérante, puis au Portugal quelques années plus tard. Ses compétences l'ont alors naturellement conduite à rejoindre la division Appui technique international, où elle a travaillé pendant quinze ans en tant qu'experte en comptabilité nationale, reconnue et demandée sur les cinq continents. À ce titre, elle a contribué au développement du logiciel Eretes et à son implantation dans de nombreux pays. Toutes les personnes qui ont travaillé avec elle ont apprécié son très grand professionnalisme et son énergie perpétuelle, sans oublier ses innombrables anecdotes de voyages, qu'elle raconte avec une bonne humeur sans égale. Ses collègues lui souhaitent une bonne retraite !

Stéphane Gregoir

Mentions légales :

- Éditeur : Insee - Direction générale : 18 boulevard Adolphe Pinard, 75675 Paris cedex 14 – www.insee.fr
- Directeur de publication : Jean-Luc Tavernier
- Responsable éditorial : Raoul Depoutot
- Rédacteur en chef : Serge Darriné

Ont collaboré à ce numéro : Dominique Francoz, Serge Darriné, Constance Torelli, Sophie Bourrel, Christian Girier,

Jean-Samy Aziz, Jean Louis, François Coûté, André Rémy.

La division Appui technique



international, c'est...
· Dominique Francoz, nouvelle cheffe de division

- Sophie Bourrel, nouvelle responsable géographique bassin méditerranéen
- Serge Darriné, nouveau responsable géographique Europe et Asie
- Constance Torelli, responsable géographique Afrique subsaharienne et Caraïbes
- Jean-Samy Aziz et Jean Louis, expertise en comptabilité nationale
- Christian Girier, expertise en conjoncture et modélisation économique

Si vous souhaitez recevoir régulièrement la version électronique de cette lettre, merci de bien vouloir le signaler par mail à : cooperation-international@insee.fr